



ABANDON DE GAZA :

**Aucune reconstruction,
aucune réparation,
plus d'excuses**

Rapport un an après l'opération Plomb durci



Ce rapport est publié par:

Amnesty International France

Broederlijk Delen (Belgique)

CAFOD (Royaume-Uni)

CCFD Terre Solidaire (France)

Christian Aid (Royaume Uni et Irlande)

Church of Sweden (Suède)

Diakonia (Suède)

Finn Church Aid (Finlande)

Medical Aid for Palestinians

medico International (Allemagne)

medico international schweiz (Suisse)

Mercy Corps

MS ActionAid Danemark

Oxfam International

Trocaire (Irlande)

United Civilians for Peace (une coalition
d'organisations néerlandaises - Oxfam Novib,
Cordaid, ICCO, et IKV Pax Christi)

Publié Décembre 2009

Photo de couverture: Kadir van Lohuizen
Quatrième de couverture Photo: Ben Jackson

Table des matières

1) Pus d'excuses	3
Responsabilité international	
Reconstruction	4
2) Politique de blocage de la construction	5
Avant et après le blocus	
Matériaux de construction	6
3) Coût : aucune reconstruction, aucune réparation	7
Logement	
Industrie et emploi	8
Agriculture	8
Énergie	9
Eau et assainissement	9
Santé	10
Éducation	11
4) Israël et le blocus	12
5) Réaction de l'Union européenne et des autres membres de la communauté internationale	13
Responsabilité en matière de reconstruction	13
Réponse au blocus : beaucoup de paroles, mais peu d'actes	13
Plans et initiatives diplomatiques	15
6) Un appel à l'action	16
Recommandations à la communauté internationale	16
Références	20



1) PLUS D'EXCUSES

Un an après le lancement de l'offensive militaire d'Israël sur Gaza le 27 décembre 2009, bien peu des importants dégâts causés par l'opération Plomb durci sur les logements, les infrastructures civiles, les services publics, les fermes et les entreprises ont été réparés. Alors que des milliers de familles essaient encore de vivre avec la perte ou le handicap d'êtres chers, on les empêche de reconstruire leur société dévastée par la guerre.

Ceci n'est pas lié au manque de détermination des habitants de Gaza ou à une pénurie de ressources. En mars 2009, la communauté internationale s'est en effet engagée à verser plus de quatre milliards de dollars pour permettre la reconstruction de Gaza et soutenir l'économie palestinienne.¹ Les sans-emplois de la région sont tout à fait prêts à mettre leurs compétences et leur travail au service de la reconstruction des logements en ruines, du réseau d'alimentation en eau, du réseau d'évacuation des eaux usées et du système électrique ravagés. Des points de passage ont été créés et testés entre Israël et Gaza. Des procédures de sécurité ont également été mises au point, afin de faciliter l'entrée des nombreux matériaux nécessaires à la reconstruction. Pourtant, seule une faible partie des sommes engagées ont été dépensées. Les biens et équipements destinés à la reconstruction croupissent dans des entrepôts en dehors de Gaza et la région est toujours en ruines.

Il ne s'agit pas d'un accident, mais d'une véritable politique. Longtemps précédé par des fermetures et restrictions régulières, le blocus mis en place en 2007 par le gouvernement israélien suite à la prise de pouvoir du Hamas à Gaza n'empêche pas seulement la circulation des biens et des personnes vers le monde extérieur. Il limite également les importations à un nombre extrêmement réduit d'articles humanitaires de base. Les matériaux de reconstruction indispensables n'en font pas partie. À quelques exceptions près, la population civile, les Nations Unies et les organisations humanitaires qui souhaitent lui venir en aide ne peuvent donc pas importer de matériaux de reconstruction tels que le ciment ou le verre.

Au total, depuis l'opération Plomb durci, seuls 41 chargements de matériaux de construction ont en effet été autorisés à entrer dans Gaza, alors qu'il en faudrait des milliers pour reconstruire toutes les maisons détruites. Sans compter tous les travaux nécessaires pour réparer les dommages causés aux écoles, aux hôpitaux ainsi qu'à d'autres logements et au réseau des eaux lors de précédentes opérations militaires ou le terrible délabrement lié au manque de matériaux de réparation du fait du blocus.

Le présent document donne d'autres preuves de l'impact constant et dévastateur du blocus, d'après l'expérience des organisations responsables et les données de l'ONU.

Responsabilité internationale

Le gouvernement israélien est le premier responsable de la fin du blocus. L'Égypte, l'Autorité palestinienne et le Hamas ont également un rôle à jouer. Bien que ce rapport soit axé sur le blocus, nous indiquons également de quelle manière certaines mesures ou certaines tensions entre l'Autorité palestinienne et le Hamas ont pu aggraver la situation. Les habitants de Gaza ont souffert du fait que tous ces gouvernements se sont tour à tour montrés incapables de défendre leurs droits.

Nous condamnons tous les tirs de roquettes indiscriminés envoyés sur Israël depuis Gaza. Israël a le droit et le devoir de protéger ses citoyens. La politique de blocus se traduit par une peine collective, qui punit la totalité de la population civile de Gaza pour les actes commis par une minorité. Cette situation inacceptable est contraire au droit international. Le blocus est également contraire à la Résolution 1860 du Conseil de sécurité des Nations Unies et à l'accord sur la mobilité et l'accès signé par Israël et par l'Autorité palestinienne en 2005.

Alors que les membres de la communauté internationale s'indignent plus ou moins ouvertement du blocus, ils n'ont pas réussi à obtenir de progrès significatif, notamment en ce qui concerne l'importation de matériaux de construction, encore moins un engagement global concernant l'abandon de cette politique. Les condamnations et inquiétudes exprimées par la communauté internationale ne suffisent pas. Au bout de deux ans et demi de blocus et un après l'opération Plomb durci, on n'observe toujours aucune amélioration sur le terrain. Les habitants de Gaza ont été trahis par la communauté internationale, qui peut et doit faire bien davantage.

Le présent rapport met donc en avant les mesures supplémentaires qui peuvent être prises par la communauté internationale, afin de mettre fin au blocus. L'Union européenne a un rôle prépondérant à jouer, étant l'un des principaux organismes de financement des programmes humanitaires et des programmes de développement dans les Territoires palestiniens occupés, mais également le principal marché d'exportation d'Israël. Malgré quelques déclarations marquantes sur l'impact humanitaire majeur du blocus, l'UE n'a pas réussi à traduire ses paroles en actes pour y mettre fin, ce qui illustre bien l'échec global de la communauté internationale dans ce domaine. De par sa coopération au développement et son engagement politique constant auprès des Palestiniens, l'Union européenne est parfaitement consciente que le blocus anéantit systématiquement les espoirs de développement socioéconomique des habitants de Gaza, les rêves de commerce et de croissance du secteur privé et, dans le même temps, les bases essentielles d'une paix juste et durable.

L'Union européenne doit à présent générer un élan international visant à mettre fin au blocus, en partenariat avec les États-Unis et d'autres acteurs. Avec l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne, l'UE bénéficie d'une occasion exceptionnelle de concrétiser ses ambitions et

de renforcer la coordination et l'efficacité de sa politique étrangère, en élaborant et en organisant une action unifiée visant à mettre fin au blocus de Gaza.

L'UE doit dès à présent prévoir la mise en place de mesures concertées en 2010, de manière à ce que la fin des six mois de présidence espagnole au mois de juin ne coïncide pas avec le troisième anniversaire du blocus continu de Gaza. Alors que l'hiver s'installe, l'Union européenne peut d'ores et déjà envoyer un signal fort, en demandant l'ouverture immédiate des points de passage aux matériaux de construction destinés à la réparation des infrastructures civiles et des logements en ruines.

Reconstruction

En tant qu'organisations européennes et internationales humanitaires, de développement et de défense des Droits de l'homme, qui travaillent directement ou via des partenaires locaux à Gaza afin de lutter contre la pauvreté ou de défendre les Droits de l'homme, nous constatons que ce sont les civils de Gaza qui sont le plus touchés par le blocus. Que ce soient les enfants, les citoyens les plus vulnérables, les agriculteurs ou les ouvriers de Gaza, tous en supportent les conséquences.

En mars 2008, de nombreuses organisations se sont regroupées pour dénoncer la détérioration des conditions de vie à Gaza. En raison du blocus, celles-ci avaient en effet atteint leur plus bas niveau depuis le début de l'occupation militaire israélienne en 1967.² En septembre 2008, trois mois avant l'opération Plomb durci, un groupe d'organisations s'est penché sur les résultats obtenus par le Quartet pour le Proche Orient (Russie, États-Unis, Union européenne et Nations Unies) dans le cadre de ses engagements en faveur du processus de paix au Proche-Orient, indiquant à propos de Gaza : « Toute reprise de la violence aurait un impact majeur sur la population civile, que ce soit en termes d'attaques violentes contre les civils ou de situation humanitaire. Tous les membres du Quartet doivent donc manifester un soutien public fort en faveur de l'arrêt de la violence et prendre des mesures supplémentaires pour le renforcer. »³

Malheureusement, la trêve n'a pas duré. Les effets du blocus, détaillés dans les deux précédents rapports, se sont encore aggravés.

Le présent rapport se concentre en particulier sur la manière dont le blocus empêche l'importation de matériaux de construction tels que le ciment, le verre ou les barres de fer. Les logements, entreprises, usines, fermes, écoles, hôpitaux et autres infrastructures essentielles (réseau d'alimentation en eau, réseau d'assainissement et système électrique) restent en ruines, retirant par la même occasion aux habitants de Gaza tout espoir de reconstruire leur vie.

L'opération Plomb durci n'a laissé derrière elle que ruines et destruction. Il est temps de permettre aux habitants de Gaza de recoller les morceaux éparpillés de leur vie et de commencer la reconstruction, en mettant fin au blocus qui les en empêche. Nous n'avons plus d'excuses.



Un camion transportant de la nourriture au passage de Kerem Shalom en provenance d'Israël et à destination de Gaza, en Octobre 2009. Seule un nombre restreint de produits humanitaires de base sont autorisés à accéder à Gaza à cause du blocus.
Ben Jackson

2) POLITIQUE DE BLOCAGE DE LA CONSTRUCTION

Avant et après le blocus

Avant le blocus de 2007, il existait six points de passage officiels vers Gaza : Erez, Karni, Nahal Oz, Kerem Shalom et Sufa depuis Israël, et Rafah depuis l'Égypte. En moyenne, à cette époque, 70 chargements de produits d'exportation quittaient Gaza⁴ et 583 chargements de produits et articles humanitaires entraient dans Gaza chaque jour.⁵ La plupart des biens passaient par Karni, dans le nord-est de la bande de Gaza, où il existe de grandes infrastructures de commerce sécurisées. Le principal oléoduc d'importation, alimentant notamment la centrale électrique de Gaza, était basé à Nahal Oz.

Depuis le 11 juin 2007, le poste de Karni est fermé, à l'exception d'un tapis roulant qui déverse du grain par-dessus le haut mur d'enceinte en béton. La plupart des produits autorisés entrent désormais dans Gaza via le modeste point de passage de Kerem Shalom, au sud. En moyenne, au cours des deux premières années du blocus, seuls 112 chargements ont été autorisés à entrer dans Gaza chaque jour, soit un cinquième du volume antérieur.⁶ Les exportations ont été totalement interdites, à l'exception, par exemple, de petites cargaisons d'œillettes pour le marché néerlandais.⁷ Le poste de Sufa est totalement fermé depuis septembre 2008. Le poste d'Erez, au nord, dispose des infrastructures nécessaires pour gérer la circulation d'un grand nombre de personnes depuis et vers Gaza. Aujourd'hui, il accueille seulement une poignée de visiteurs étrangers (agents humanitaires, etc.) et les rares Palestiniens autorisés à quitter Gaza pour des raisons exceptionnelles, essentiellement pour des traitements médicaux ou des études à l'étranger.

Israël exerce un contrôle direct sur tous les points de passage vers Gaza, à l'exception de Rafah, ce qui lui permet de définir en détail les produits autorisés ou interdits à l'importation. Selon les termes de l'accord de 2005 sur la mobilité et l'accès, Israël conserve également un contrôle indirect sur Rafah, qui lui permet de contrôler uniquement la circulation des personnes, et non pas l'importation de produits. Cet accord stipule par ailleurs que les produits venus d'Égypte doivent entrer dans Gaza par le point de passage de Kerem Shalom, situé en Israël. Depuis 2007, le poste de Rafah est lui aussi en grande partie fermé, à l'exception de rares cas ou cargaisons humanitaires.⁸

Le blocus a entraîné une réduction drastique du volume, mais également de la gamme de produits autorisés à entrer dans Gaza. À l'heure actuelle, Israël autorise seulement 35 sortes d'articles à entrer régulièrement dans Gaza.⁹ À titre de comparaison, quelque 4 000 articles étaient importés avant le début du blocus.¹⁰ Les denrées de base (qui représentent actuellement près de 74 % du volume total d'importation, contre 17 % avant le blocus) et les médicaments sont généralement autorisés. Il n'existe aucune liste écrite des articles autorisés et aucune cohérence apparente dans les décisions. Certains fruits peuvent par exemple être considérés comme des articles « essentiels » et autorisés un jour, puis classés dans la catégorie des « produits de luxe » et refusés le lendemain.¹¹

Les articles humanitaires, qui sont en théorie autorisés, font eux aussi régulièrement l'objet de retards et restrictions imprévisibles. Citons par exemple les kits d'abris (retard moyen : 85 jours), les kits sanitaires et pédiatrique (retard moyen : 68 jours) et les équipements domestiques tels que les articles de couchage ou les ustensiles de cuisine (retard moyen : 39 jours).¹²



Paléstiens en train de convertir des décombres en matériaux de construction dans un atelier de concassage improvisé en plein air, de Gaza, Octobre 2009. Les matériaux produits de cette façon ne peuvent satisfaire qu'une petite partie du déficit créé par l'interdiction de l'entrée de matériaux de construction.

Ben Jackson

Matériaux de construction

Avant le blocus, les matériaux de construction représentaient à peine plus de la moitié des importations vers Gaza.¹³ Au cours des cinq mois précédant le blocus, 7 400 chargements de matériaux de construction entraient dans Gaza chaque mois.¹⁴ Au cours des six mois suivants, le volume a diminué de manière significative, passant à 31 chargements par mois en moyenne.¹⁵ Le couloir de transport du ciment a été totalement fermé à Karni. Le volume de matériaux autorisés a brièvement augmenté de juillet à octobre 2008, pendant la trêve conclue entre Israël et le Hamas par l'intermédiaire de l'Égypte.

Au cours de l'année écoulée, depuis une offensive militaire qui a laissé la majorité des infrastructures civiles du territoire en ruines, Israël a cependant resserré son contrôle sur les matériaux de construction autorisés à entrer dans Gaza. Au cours de cette période, seuls quatre chargements de matériaux de construction ont pu entrer dans Gaza chaque mois, soit 0,05 % du volume mensuel antérieur au blocus.¹⁶ Toutes sortes de matériaux de construction (ciment, gravier, bois, tuyaux, verre, barres d'acier, aluminium, goudron, etc.) et de pièces détachées sont donc disponibles en très faibles quantités ou totalement introuvables. Dans le même temps, la capacité de production locale reste limitée ou inexistante, en raison de la destruction de l'industrie locale et du manque de matières premières, également interdites à l'importation.

Le ciment n'est qu'un exemple parmi les matériaux qui font le plus cruellement défaut. Au cours de l'année 2008, pendant le blocus, seules 20 000 tonnes de ciment ont été autorisées à entrer dans Gaza - y compris pendant la durée de l'accord de trêve, qui a permis la levée de certaines interdictions sur l'importation de matériaux de construction.¹⁷ Les volumes importés sont encore inférieurs aujourd'hui.

Une livraison exceptionnelle de 310 tonnes de ciment a été autorisée au mois de juillet, après d'intenses négociations.¹⁸ Résultat des efforts conjoints de l'UNRWA et de la Banque mondiale, cette livraison était destinée à la réparation de la seule centrale électrique de Gaza, d'une station d'épuration des eaux usées endommagée et du seul moulin encore actif de Gaza, touché par un raid aérien.¹⁹ Le reste du ciment de la cargaison était destiné à la réparation de pierres tombales endommagées, datant pour la plupart de la Première Guerre mondiale, dans le cimetière du Commonwealth. La livraison de cette petite cargaison de 1,5 tonne de ciment et 350 pierres tombales a pourtant été suspendue par Israël un mois plus tard, des sources militaires israéliennes officielles affirmant dans les médias qu'elle avait été détournée par le Hamas - bien que du personnel humanitaire ait vu les sacs de ciment sous clé dans le cimetière.²⁰ Au final, le ciment promis pour la reconstruction du moulin bombardé n'a pas non plus été autorisé à entrer dans Gaza. Même pour de petites quantités de matériaux, les décisions sont généralement tardives et fluctuantes. De petites quantités de ciment entrent dans Gaza depuis l'Égypte via les tunnels, mais à des prix surévalués et en quantité insuffisante pour répondre au gigantesque besoin de reconstruction.

Le verre est lui aussi absolument indispensable pour remplacer les milliers de fenêtres des logements, écoles et entreprises soufflées par les bombardements. Alors que l'hiver s'installe, de nombreuses personnes ne disposent que de minces feuilles de plastique pour s'abriter du vent et de la pluie. Certaines sources indiquent que de petites quantités de verre auraient été importées aux mois de juin et juillet.²¹

Une cargaison de matériaux destinés aux projets d'alimentation en eau Banque mondiale / UNRWA a également été autorisée à entrer dans Gaza au mois d'octobre, en grande fanfare. Elle comprenait quatre chargements de tuyaux en plastique, deux chargements de ciment, un chargement de goudron et quatre chargements d'appareils de désalinisation.²²

Ces rares exceptions au cas par cas démontrent qu'il est possible d'importer des matériaux de construction, malgré la règle générale d'interdiction, en cas de décision favorable. Ce dont les habitants de Gaza ont urgemment besoin, c'est d'une opération de reconstruction systématique de grande envergure et d'un changement de politique allant dans ce sens. Les initiatives parcellaires et désordonnées n'ont tout simplement aucun impact sur le niveau de destruction dans lequel vivent les habitants de Gaza, un an après l'opération Plomb durci.

3) COÛT : AUCUNE RECONSTRUCTION, AUCUNE RÉPARATION

Le 27 décembre 2008, à 11h30, Israël a lancé une série de frappes aériennes visant différentes cibles à travers Gaza, l'objectif déclaré étant de mettre fin aux tirs de roquettes lancés depuis Gaza sur des zones civiles israéliennes telles que Sderot. Au cours des 22 jours d'offensive qui ont suivi, la bande de Gaza a fait l'objet de bombardements aériens, terrestres et maritimes. Le 3 janvier, les forces israéliennes ont déclenché une invasion terrestre avec leurs tanks. Les groupes armés palestiniens se sont alors lancés dans des combats avec les forces israéliennes. Quand le 18 janvier des cessations des hostilités unilatérales avaient été décidées par Israël ainsi que par le Hamas, 1 393 Palestiniens, dont 347 enfants, et treize Israéliens, dont trois civils, avaient été tués.²³

L'opération Plomb durci a engendré une destruction massive des infrastructures civiles de Gaza. Des évaluations internationales estiment que le coût direct des dommages atteindrait entre 659,3 et 891,8 millions de dollars.²⁴ Selon une mission européenne mandatée pour évaluer les dégâts, 84 % des destructions concernent trois secteurs clés : le logement, l'agriculture et le secteur privé.²⁵ Les infrastructures publiques essentielles, déjà fortement fragilisées par la pénurie de pièces détachées, la surexploitation, l'absence de réparation et le manque de formations et de compétences techniques liés au blocus, ont également beaucoup souffert.

Au total, l'opération Plomb durci aurait laissé derrière elle 600 000 tonnes de décombres.²⁶ Ceci permet de mesurer non seulement l'étendue des dégâts, mais également l'ampleur des travaux nécessaires pour déblayer les rues et permettre le retour à une vie normale, le plus souvent sans équipement approprié en raison du blocus.

La bande de Gaza est toujours recouverte de bâtiments en ruines et de vastes étendues de décombres. Ce simple travail de déblaiement nécessiterait 200 000 jours-personnes de travail.²⁷ Certaines personnes fouillent les décombres à la recherche de blocs « recyclables » ou les chargent dans des chariots afin de les broyer et de les utiliser comme granulats de substitution pour de menues réparations, ce qui témoigne de la détermination des Palestiniens de Gaza à survivre du mieux qu'ils peuvent face à l'ampleur des dégâts et à l'impact délétère du blocus.

La liste ci-dessous répertorie les principaux dommages causés par l'opération Plomb durci, qui n'ont pas pu être réparés en raison de l'impact constant du blocus.

Logement

La bande de Gaza est l'une des zones à plus forte densité de population au monde. Les zones résidentielles ont été lourdement touchées par les bombardements. Certaines ont été presque entièrement rasées. Plus de 15 000 logements ont été gravement endommagés, engendrant le déplacement de 100 000 Palestiniens au cours de ce violent conflit.²⁸ Selon les dernières estimations de l'ONU, 2 870 logements doivent encore subir d'importantes réparations, 3 540 doivent être entièrement reconstruits et 52 900 sont légèrement endommagés.²⁹

En juillet 2009, 20 000 personnes vivaient toujours loin de chez elles, chez un proche, dans un logement de location ou, dans certains cas, sous la tente.³⁰ Et que dire du retard accumulé, des maisons gravement endommagées par les précédentes opérations militaires, des maisons neuves jamais terminées en raison du manque de matériaux et des propriétés existantes qui ne peuvent pas être habitées, pour des raisons d'hygiène ou de sécurité, ni remplacées.

Matériaux de reconstruction prioritaires dont l'importation est actuellement interdite ou limitée aux points de passage officiels vers Gaza

- Ciment
- Acier
- Câbles haute tension
- Tuyaux en plastique
- Granulats
- Armatures métalliques
- Poteaux télégraphiques en bois
- Générateurs
- Verre
- Bois
- Portes
- Bitume
- Tuyaux métalliques
- Peinture



Industrie et emploi

Après l'offensive, les médias se sont essentiellement concentrés sur la destruction des logements individuels, qui était effectivement considérable. Pourtant, les dommages causés au secteur privé ont également eu un impact majeur sur des centaines de milliers de vies. En tout juste trois semaines, 700 entreprises privées du secteur primaire, secondaire et tertiaire ont été détruites ou ont vu leurs bâtiments, leurs équipements ou leurs stocks fortement endommagés. La perte globale est estimée à 139 millions de dollars.³¹ Avant même l'offensive, 98 % des opérations industrielles de Gaza tournaient au ralenti en raison du blocus.³² Les dommages considérables causés par l'offensive ont encore aggravé l'effondrement des affaires et du commerce lié au blocus, qui empêche l'importation de matières premières (les importations étant actuellement inférieures de 80 % aux niveaux antérieurs au blocus)³³ et l'exportation de produits finis.

Gaza a subi un double choc. Non seulement le blocus limite fortement les importations de ciment mais, selon les Nations Unies, 20 des 29 usines de production de béton de Gaza ont également été détruites ou fortement endommagées par l'offensive, notamment la seule usine de conditionnement et de stockage du ciment du territoire.³⁴

Au cours des trois premiers mois suivant l'offensive, le chômage a touché plus de 40 % de la population active de Gaza, soit 140 000 personnes.³⁵

Le secteur privé aurait supprimé environ 120 000 emplois depuis le début du blocus.³⁶ Parallèlement à l'effondrement de l'emploi et des salaires, le blocus entraîne l'augmentation du prix de nombreux articles de base. Il n'est donc pas surprenant que de nombreux habitants de Gaza se retrouvent piégés dans la pauvreté. Dès mai 2008, une étude indiquait que 70 % des familles vivaient avec un dollar par jour.³⁷ Alors que des biens de consommation surévalués, souvent de mauvaise qualité, entrent dans Gaza par les tunnels de commerce illégal depuis l'Égypte, ils restent inaccessibles à la plupart des habitants du fait de leur prix exagéré. Le commerce parallèle ne peut pas – et ne doit pas être encouragé à – soutenir la production économique.



Agriculture

Avant le blocus, le secteur agricole de Gaza était relativement développé, avec une capacité de production de 400 000 tonnes par an. Les produits horticoles destinés à l'exportation (tomates, poivrons, fraises, fleurs, fruits, etc.) représentaient un tiers de la production, qui reposait sur l'utilisation de serres et de systèmes d'irrigation.³⁸ Les fermes répondaient également à un quart des besoins alimentaires de Gaza. Le blocus a déjà porté un coup terrible aux agriculteurs, en empêchant toutes ces exportations et l'importation de produits essentiels. Avant l'opération Plomb durci, l'agriculture employait cependant plus de 40 000 personnes, soit 13 % de la population active.³⁹

L'opération militaire a gravement touché le secteur agricole. Les tanks et autres véhicules militaires ont détruit 17 % des terres cultivées de Gaza pendant le conflit, notamment 17,5 % des plantations d'oliviers, dattiers et autres arbres fruitiers et 9,2 % des champs ouverts.⁴⁰ Les blindés israéliens ont également détruit une partie des terres agricoles, en les utilisant comme voies d'accès pendant l'incursion. Un grand nombre de serres, hangars à bétail, canaux d'irrigation, puits et pompes ont été bombardés ou détruits au bulldozer. Le blocus empêche à présent l'importation de pièces détachées ou de matériaux de remplacement.

En outre, en mai 2009, l'armée de l'air israélienne a largué des prospectus indiquant qu'Israël avait décidé, de manière unilatérale, d'élargir à 300 mètres la « zone-tampon » créée pour des raisons de sécurité à l'intérieur des murs et barbelés entourant Gaza. Un quart à un tiers des terres agricoles de Gaza se trouvent désormais dans cette zone interdite, qui empiète en réalité de un à deux kilomètres sur le territoire. Par conséquent, de nombreux agriculteurs ont perdu toute source de revenus.⁴¹ Au total, les dommages directs causés par l'offensive et l'extension de la zone-tampon auraient rendu environ 46 % des terres agricoles inexploitable.⁴²

L'odeur de la destruction

Un jour de janvier, Sameh Sawafeary, père de 11 enfants et principal éleveur de poulets et producteur d'œufs de la Bande de Gaza, a vu s'envoler en fumée 50 années de dur labeur.

Avant l'opération Plomb durci, il produisait 10 % des œufs consommés dans la Bande de Gaza. Il vendait chaque jour 1 000 poulets et 120 000 boîtes d'œufs. Il fournissait même des œufs à l'ONG Oxfam, qui les distribuait ensuite aux Gazaouis les plus pauvres, dépendant de l'aide alimentaire.

Les forces israéliennes ont ordonné à Sameh et à d'autres habitants de la région de se réunir dans un bâtiment, puis elles les ont sommés de quitter la zone s'ils ne voulaient pas mourir. Les personnes blessées n'ont pas pu fuir.

Lorsque Sameh est rentré chez lui, il a été frappé par une odeur pestilentielle : des dizaines de milliers de poulets étaient morts et sa ferme avait été détruite. Il affirme que les personnes blessées qui n'ont pas pu fuir ont également péri.⁹³

Sameh, dont la ferme approvisionnait encore quelques semaines auparavant un programme d'aide alimentaire destiné aux Gazaouis, a lui-même bénéficié de l'aide alimentaire pendant une courte période après la guerre. Sa famille et lui sont à présent criblés de dettes. Malgré les difficultés, ils ont décidé de reconstruire entièrement leur entreprise.

« Je n'ai pas d'autre choix. Le blocus israélien empêche toute importation de matériaux vers Gaza. En général, les hommes d'affaires avancent au fil des années. Malheureusement, l'armée israélienne a détruit ma ferme automatisée. Maintenant, il faut que je reparte de zéro et que je construisse une ferme manuelle à la place », indique Sameh.

« J'espère recevoir une subvention du gouvernement ou d'un autre donateur, afin de pouvoir reconstruire ma ferme et l'avenir perdu de ma famille. Chaque fois qu'Israël détruira ma ferme, je la reconstruirai. C'est la seule entreprise et la seule vie que j'ai. »

Énergie

Déjà au bord du gouffre, l'infrastructure énergétique de Gaza a subi d'importants dommages à long terme pendant l'offensive. Au cours de l'opération militaire, la principale centrale électrique de Gaza a dû fermer pendant 10 jours en raison des quantités insuffisantes de combustible industriel fournies par Israël. La plupart des lignes électriques acheminant le courant depuis Israël et l'Égypte ont également été détruites, engendrant une pénurie de 75 % par rapport à la demande de courant.⁴³ Un million d'habitants de Gaza ont été privés d'électricité pendant la majeure partie de l'offensive ; 500 000 habitants ont également été privés d'eau courante en raison de la coupure d'électricité. Les eaux usées étaient déversées dans les rues. Les principaux entrepôts, véhicules, transformateurs, pylônes et câbles de la compagnie privée Gaza Electricity Distribution Company (GEDCO) ont été bombardés.

Alors que les principales lignes électriques ont été réparées, 90 % de la population de Gaza continue à subir des coupures de courant quatre à huit heures par jour. Ailleurs, l'électricité n'a toujours pas été rétablie.⁴⁴ Cette situation concerne non seulement les clients individuels, mais également de grandes institutions publiques telles que les hôpitaux, qui doivent s'appuyer sur des générateurs de secours eux-mêmes fragilisés par la pénurie de pièces détachées.

Le blocus empêche l'acheminement des pièces détachées indispensables à la réhabilitation du système électrique - 150 pièces essentielles (câbles haute tension, transformateurs, fils électrique, commutateurs, etc.) sont totalement introuvables ; 400 autres sont disponibles en très faibles quantités.⁴⁵ Israël continue également à limiter l'alimentation en combustible industriel indispensable au fonctionnement complet de la centrale électrique, ne fournissant que 2,2 millions de litres par semaine au lieu des 3,5 millions de litres nécessaires.⁴⁶ En outre, les interruptions incessantes de la centrale électrique, qui est conçue pour fonctionner en continu, engendrent une usure anormale qui pourrait déboucher sur des dommages irréparables.⁴⁷

Eau et assainissement

Les coupures de courant ont un impact majeur sur l'alimentation en eau, qui dépend de l'électricité. Les coupures d'eau font partie de la vie quotidienne à Gaza, en particulier pour les nombreuses personnes qui vivent dans des tours d'habitation. L'infrastructure d'alimentation en eau et d'assainissement a elle-même subi d'importants dommages. Le coût des réparations indispensables est évalué à six millions de dollars.⁴⁸

Plus de 30 kilomètres de réseau ont été endommagés ou détruits (21 kilomètres ont ensuite pu être réparés) ; 11 puits gérés par l'Autorité de l'eau ont par ailleurs été endommagés.

Plus de 6 000 réservoirs de toit et 840 raccordements domestiques ont également été endommagés. Pendant le violent conflit, d'importants réservoirs d'eau en béton ont été détruits par les bombes ou les obus dans toute la bande de Gaza. Il faudrait 1 250 tonnes de ciment pour les réparer. Des dizaines de milliers de personnes dépendent des distributions d'eau potable des organisations humanitaires. Des centaines de milliers d'autres sont contraintes d'acheter l'eau transportée par des camions privés.⁴⁹

Le manque de ciment et le délabrement des systèmes d'alimentation en eau empêchent la rénovation des zones les plus touchées par l'offensive, notamment Ezbet Abed Rabu, dans le nord de Gaza. Dans ces zones, la situation est au point mort, condamnant 8 000 personnes à vivre sans eau courante.

Les organisations humanitaires recherchent activement des générateurs, malheureusement interdits à l'importation, afin de limiter certains problèmes à l'approche de l'hiver. Les générateurs et les réservoirs d'eau sont indispensables pour pouvoir garantir une alimentation constante en eau, notamment pendant les coupures de courant, qui sont plus fréquentes en hiver. Outre les coupures d'eau, le manque de pression peut également permettre à l'eau polluée des terrains environnants de pénétrer dans les tuyaux, avant d'être transmise aux consommateurs lorsque l'alimentation est rétablie.

Les organisations humanitaires qui travaillent dans le domaine de l'eau et de l'assainissement émettent l'avertissement suivant :

« Le volume d'eau extrait chaque année des nappes aquifères étant supérieur à la vitesse d'infiltration naturelle, l'eau de mer pénètre dans ces sources d'eau douce et accroît leur teneur en sel. Le manque de stations d'épuration et de réservoirs d'eaux usées ainsi que le débit incontrôlé des eaux usées dans la bande de Gaza engendrent en outre une pollution des nappes phréatiques. À ce jour, seulement 5 à 10 % de l'eau issue de l'aquifère littoral de Gaza est potable. Les Nations Unies recommandent un arrêt immédiat de son exploitation, afin de préserver l'état des nappes aquifères et la santé des consommateurs. La mauvaise qualité de l'eau à Gaza engendre de graves problèmes de santé, qui touchent plus particulièrement les groupes vulnérables tels que les enfants. La dysenterie, qui est une maladie facilement évitable, est à l'origine de 12 % des décès chez les jeunes de Gaza. »⁵⁰

Santé

Une évaluation réalisée par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) dans 122 établissements de santé de Gaza a révélé que 48 % d'entre eux avaient été endommagés ou détruits pendant l'offensive : 15 hôpitaux et 41 centres de soins de santé primaires ont été partiellement endommagés ; deux centres de soins de santé primaires ont été détruits et 29 ambulances ont été partiellement endommagées ou détruites.⁵¹

Depuis la fin des hostilités, la plupart des services de santé ont été rétablis. Ils fonctionnent aussi normalement que possible, malgré les contraintes liées au blocus. Le Ministère de la Santé palestinien a déplacé les deux centres de soins de santé primaires détruits vers un nouveau bâtiment, leur permettant de reprendre un fonctionnement normal. Les dommages structurels subis par les établissements de santé n'ont pas pu être pris en charge de manière adéquate, en raison de l'interdiction de l'importation de matériaux de construction vers Gaza. Dans la mesure du possible, de menues réparations ont cependant été réalisées à partir des ressources disponibles.

Le blocus engendre d'autres difficultés majeures pour le système de santé, notamment un manque chronique de personnel médical spécialisé et de formation, ainsi que des difficultés liées à l'interdiction de l'importation de pièces détachées destinées à la réparation des équipements endommagés ou défectueux.

La dégradation de la situation engendre une dépendance croissante vis-à-vis de l'aide médicale extérieure. Là encore, le blocus pose problème. Au point de passage d'Erez, les autorités israéliennes refusent souvent à des personnes gravement malades l'autorisation de quitter Gaza afin d'être traitées dans des centres médicaux de Cisjordanie, de Jérusalem-Est, d'Israël ou de Jordanie.⁵² En moyenne, de janvier à juillet 2009, seuls 51 % des patients ayant sollicité l'accès aux soins médicaux au point de passage d'Erez ont été autorisés à quitter Gaza. Dans le même temps, plus d'un tiers des patients ont vu l'étude de leur dossier retardée. N'ayant pas pu quitter Gaza à temps, ces patients ont manqué au moins un rendez-vous médical ; 73 % des dossiers ont été retardés pendant plus de sept jours.⁵³



Les divisions entre l'Autorité palestinienne de Ramallah et les autorités de fait de Gaza ont contribué à la détérioration de la prise en charge médicale des malades et des blessés. En gênant l'accès des patients aux soins médicaux en dehors de Gaza, elles ont coûté la vie à dix patients aux mois de mars et avril 2009.⁵⁴

Ces tensions ont dépassé la sphère médicale, touchant l'éducation, l'approvisionnement en eau et les services d'assainissement.⁵⁵ Dans certains cas isolés, le Hamas a également gêné la distribution de l'aide internationale. Ainsi, en février 2009, le Hamas a saisi 3 500 couvertures et 400 colis alimentaires, puis dix chargements d'aide avant de les restituer aux Nations Unies.⁵⁶

Éducation

Avant l'offensive militaire israélienne, le système éducatif de Gaza était déjà fortement affaibli par le blocus, ce qui nuisait à la qualité de l'enseignement fourni aux élèves. Les restrictions liées au blocus ont empêché la réhabilitation d'une infrastructure éducative vieillissante et la construction de nouvelles écoles, afin de répondre à l'augmentation constante du nombre d'élèves. L'année dernière, 82 % des écoles gouvernementales et 88 % des écoles de l'UNRWA fonctionnaient sur la base de deux classes par jour, afin d'accueillir un nombre croissant d'élèves.⁵⁷

Pendant l'offensive militaire, 18 écoles ont été détruites (huit écoles gouvernementales, deux écoles privées et huit écoles maternelles). Au moins 280 écoles ont quant à elles été endommagées. Six des huit écoles gouvernementales détruites se trouvaient dans le nord de Gaza. Elles accueillait près de 9 000 élèves, qui ont dû être transférés vers d'autres écoles.⁵⁸ À ce jour, quasiment rien n'a pu être reconstruit ou réparé, en raison de l'interdiction de l'importation de matériaux de construction vers Gaza. Les élèves transférés vers d'autres écoles pour toute la durée de l'année scolaire sont venus s'ajouter à des classes déjà surchargées. Au début de la nouvelle année scolaire au mois de septembre, environ 1 200 élèves du nord de Gaza ont vu leur année scolaire menacée en raison du manque de place dans les écoles secondaires de la région et de l'absence de lieux alternatifs pouvant être utilisés à des fins éducatives.⁵⁹

Le blocus n'empêche pas seulement l'importation de matériaux de construction. Il empêche ou retarde également l'importation de fournitures scolaires de base telles que les manuels scolaires ou le papier. Bien que les autorités israéliennes aient facilité l'importation de fournitures scolaires vers Gaza au cours des mois précédant le début de la nouvelle année scolaire, les quantités sont insuffisantes pour répondre aux besoins actuels, suite à la pénurie chronique de ces deux dernières années.

Le fonctionnement des écoles et la qualité de l'enseignement ont également été perturbés par les coupures de courant, liées aux restrictions sur l'importation de combustible industriel, et par le manque d'eau potable et d'installations sanitaires décentes dans les écoles, suite à la détérioration des infrastructures et aux dégâts causés par l'offensive militaire. Les élèves ont rapidement repris l'école après l'offensive militaire, souvent dans des classes partiellement détruites, portant encore les stigmates de la guerre. Les enfants, déjà traumatisés par l'offensive militaire, ne peuvent pas étudier et se développer dans des conditions aussi dangereuses et insalubres.

L'affaiblissement du système scolaire, lié au manque d'espace, à la pénurie de matériel et la détérioration de l'environnement éducatif, a un impact évident sur la fréquentation scolaire et les performances des élèves. Au cours du premier semestre de l'année 2007-2008, seuls 20 % des élèves de 6^{ème} de Gaza ont réussi leurs examens standardisés en mathématiques, en sciences, en anglais et en arabe.⁶⁰

« *Mon ancienne école me manque : elle était grande et belle. Nous avions une bibliothèque pour lire et une cour pour jouer. Nos nouvelles écoles sont toutes petites. Les salles de classe sont minuscules et il fait trop chaud pour étudier. Je veux devenir médecin pour aider les enfants palestiniens, mais comment faire ? Comment puis-je y arriver alors que mon école est détruite ?* » Élève de CM2 inscrit à l'École internationale américaine qui a été détruite par une frappe aérienne israélienne en janvier 2009.

Enfants de Gaza

- Gaza compte 1,5 million d'habitants, dont 52,5 % sont des enfants de moins de 18 ans.⁸¹
- 67,1 % des enfants de Gaza sont des réfugiés.⁸²

Éducation

- Les 228 écoles de l'UNRWA accueillent 207 250 élèves à Gaza. Les 383 écoles gouvernementales et les 36 écoles privées accueillent plus de 240 000 élèves.⁸³
- 88 % des écoles de l'UNRWA et 82 % des écoles gouvernementales fonctionnent sur la base de deux classes par jour. Des indices laissent penser que certaines écoles fonctionnent actuellement sur la base de trois classes par jour.⁸⁴
- 164 élèves et 12 enseignants des écoles gouvernementales ont été tués au cours de la dernière offensive militaire. Environ 60 % des élèves (98 élèves) étaient originaires du nord de Gaza. 454 élèves et cinq enseignants supplémentaires ont été blessés.⁸⁵
- 86 élèves et trois enseignants des écoles de l'UNRWA ont été tués. 402 élèves et 14 enseignants supplémentaires ont été blessés.⁸⁶
- Au cours de l'année scolaire 2008-2009, 14 000 élèves (6,76 % des élèves) des 228 écoles de l'UNRWA de Gaza ont échoué dans toutes les matières des tests standardisés.⁸⁷
- Parmi ces élèves, 1 900 ont bénéficié d'un bilan de santé complet aux mois de septembre et octobre, dans le cadre du programme Écoles d'excellence et Camps d'été de l'UNRWA. Ce bilan a permis d'identifier les problèmes de santé les plus courants, à savoir la malnutrition et l'anémie.⁸⁸



Une vue au nord de Gaza du mur construit par Israël encerclant la bande de Gaza, Octobre 2009.
Ben Jackson

Les attaques inconsidérées perpétrées par les groupes armés palestiniens dans le sud d'Israël ont entraîné la mort de plusieurs civils et en ont blessé des dizaines d'autres, ce qui est clairement contraire au droit international humanitaire. Nous condamnons de telles attaques indiscriminées contre les civils. Aucune infraction au Droit international, aussi grave soit-elle, ne justifie une autre infraction. En maintenant le blocus sur la Bande de Gaza, Israël punit la totalité de la population du territoire pour les actes de quelques-uns. Cette situation est contraire au Droit international humanitaire, qui interdit formellement toute peine collective⁶⁵.

4) ISRAËL ET LE BLOCUS

La politique d'isolement d'Israël n'a rien de nouveau. Gaza subit des fermetures depuis l'an 2000, mais le blocus imposé en 2007 n'a rien de commun avec les restrictions antérieures. Le Cabinet de sécurité d'Israël s'est réuni en septembre 2007, « afin d'envisager les mesures à prendre par rapport aux tirs incessants de roquettes Qassam depuis la bande de Gaza vers la ville de Sderot ainsi que d'autres villes et villages proches de Gaza. » Il a déclaré Gaza « entité hostile » et décidé de ce qui suit :

« Des sanctions supplémentaires seront mises en œuvre contre le régime du Hamas de façon à restreindre le passage de certains biens dans la bande de Gaza, et à réduire l'approvisionnement en essence et en électricité. Des restrictions de mouvement sur les personnes seront également appliquées, depuis et vers la bande de Gaza. Ces sanctions seront décrétées une fois leur examen légal effectué, tout en prenant en compte les aspects humanitaires et dans l'intention d'éviter une crise humanitaire. »⁶¹

À propos de la décision du Cabinet, le Ministre de la Défense Ehud Barak a également déclaré : « notre objectif actuel est d'affaiblir le Hamas et de soutenir [le Premier ministre de l'Autorité palestinienne] Salam Fayyad. »⁶²

En décembre 2008, juste avant l'opération Plomb durci, Shlomo Dror, principal porte-parole du Ministère de la Défense israélien, a déclaré : « Si nous ne réagissons pas à chaque tir de roquette, nous les encourageons. Notre seul choix était de fermer les points de passage en réponse aux tirs de roquettes. »⁶³ Le gouvernement israélien a également établi un lien entre le blocus et le maintien en captivité du soldat israélien Gilad Shalit, bien que sa capture en juin 2006 précède largement la mise en place du blocus. L'ancien Premier ministre Ehud Olmert a ainsi déclaré au début de l'année : « Nous n'autoriserons pas d'ouverture des passages vers Gaza qui permette le retour à la vie normale avant que Gilad Shalit ne rentre chez lui. »⁶⁴

Si Israël a le devoir de protéger ses citoyens, les mesures prises dans ce sens doivent être conformes au Droit international humanitaire et aux Droits de l'homme.

5) RÉACTION DE L'UNION EUROPÉENNE ET DES AUTRES MEMBRES DE LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE

Responsabilité en matière de reconstruction

Au nom du Droit international humanitaire, Israël demeure la puissance occupante, malgré son « retrait » de Gaza en 2005 et la proclamation de la fin de l'occupation de la bande de Gaza. En effet, Israël exerce toujours un contrôle effectif sur la circulation depuis et vers Gaza, sur l'espace aérien et maritime, les registres démographiques, les réseaux de télécommunication et bien d'autres aspects de l'infrastructure et de la vie quotidienne du territoire. De tels contrôles impliquent la responsabilité de préserver le bien-être de la population civile.

Comme par le passé, en l'absence de projets de reconstruction financés par Israël, l'UE et la communauté internationale dans son ensemble ont à nouveau proposé de financer la reconstruction de Gaza. Comme mentionné ci-dessus, lors de la conférence des donateurs organisée en mars 2009 à Charm el-Cheikh, la communauté internationale s'est engagée à verser plus de quatre milliards de dollars pour permettre la reconstruction de Gaza et soutenir l'économie palestinienne. L'UE doit contribuer à hauteur de plus d'un milliard de dollars.⁶⁶ L'UE et les autres membres de la communauté internationale ont à nouveau pris la responsabilité de réparer les dommages causés par les opérations militaires israéliennes, sans prendre les mesures nécessaires pour garantir la distribution de l'aide. Le blocus israélien a empêché la distribution de la quasi-totalité de l'aide promise pour les projets de reconstruction physique.

L'UE n'a par ailleurs demandé aucune réparation pour les dommages causés aux projets qu'elle finance à Gaza pendant l'opération Plomb durci. Sur la base d'informations partielles, ces dommages sont pourtant évalués à 12,35 millions d'euros (56,35 millions d'euros depuis l'an 2000).⁶⁷

Réponse au blocus : beaucoup de paroles, mais peu d'actes

La IV^{ème} Convention de Genève oblige les tiers à garantir le respect de ses dispositions, quelles que soient les circonstances. La communauté internationale est donc tenue de prendre des mesures visant à garantir le respect de la Convention. L'organisation d'une grande conférence des principaux signataires de la IV^{ème} Convention de Genève en 2010 permettrait d'examiner les obligations de la communauté internationale en matière de défense du Droit international humanitaire dans les Territoires palestiniens occupés.

D'une manière générale, la communauté internationale n'a pas réussi à traduire ses paroles en actes. En mai 2008, le Quartet a appelé de ses vœux une « nouvelle approche » concernant Gaza. Cette nouvelle approche ne s'est malheureusement jamais concrétisée, malgré le maintien de la politique de blocus pendant le cessez-le-feu conclu entre Israël et le Hamas de juin à novembre 2008. Pendant l'opération Plomb durci, le Conseil de sécurité des Nations Unies a adopté la Résolution 1860 demandant la libre circulation de l'aide humanitaire et la réouverture durable des points de passage vers Gaza. Il n'a pourtant pas réagi lorsque ces dispositions ont été bafouées.

L'UE a clairement exprimé son opposition au blocus de Gaza. Le tout dernier Conseil des Affaires étrangères de l'UE, organisé en décembre 2009, a conclu que : « La politique constante de fermeture est inacceptable et politiquement contre-productive. Elle a dévasté l'économie du secteur privé et endommagé l'environnement naturel, notamment l'eau et les autres ressources naturelles [...]. Bien que les extrémistes aient à gagner de la situation actuelle, la population civile, dont la moitié est âgée de moins de 18 ans, en souffre. » L'UE a également demandé « une ouverture immédiate, durable et sans condition des points de passage pour le flux de l'aide humanitaire, des marchandises commerciales et des personnes depuis et vers Gaza. »⁶⁸

Dans le même temps, en raison des réticences de plusieurs États membres, l'UE s'est abstenue de reconnaître le blocus comme une forme de peine collective ou même d'indiquer que cette situation était contraire au Droit international humanitaire. En 2008, les présidences slovène et française de l'UE ont officiellement défini le blocus comme une peine collective, de même que le Parlement européen.⁶⁹ Le Conseil, qui regroupe les 27 États membres, s'est cependant abstenu de toute déclaration. Dans les conclusions du Conseil mentionnées ci-dessus, la présidence suédoise avait tout d'abord proposé d'indiquer que le blocus était inacceptable « du point de vue du Droit international humanitaire ». Cette formulation a finalement été retirée de la version finale, en raison de l'opposition de certains États membres.⁷⁰

Le Premier ministre britannique Gordon Brown et la Chancelière allemande Angela Merkel ont récemment rencontré leur homologue israélien Benjamin Netanyahu. Ils n'ont même pas mentionné Gaza dans leurs déclarations à la presse,⁷¹ ce qui reflète le manque de pression publique exercée sur Israël dans ce domaine par les États européens, malgré la position claire de l'UE.

L'UE a pour sa part pris une mesure concrète pendant l'opération Plomb durci, en gelant l'élargissement de ses relations politiques et économiques avec Israël. L'UE n'est pas revenue sur cette décision, mais elle continue malgré tout à développer de nouvelles relations économiques et commerciales privilégiées avec Israël,⁷² alors que le blocus empêche les habitants de Gaza de bénéficier des conditions élémentaires de commerce et d'accès.

Peu de temps après l'opération Plomb durci, le Président français Nicolas Sarkozy a déclaré : « Gaza ne peut pas continuer à être la plus grande prison à ciel ouvert au monde ! »⁷³ Il est pourtant difficile de voir quelles mesures concrètes le Président français et ses homologues internationaux ont prises pour mettre fin au blocus.

Dans la première moitié de 2009, les dirigeants de l'UE ont envoyé trois lettres de haut niveau au gouvernement israélien pour lui demander l'ouverture des points de passage de Gaza. Cependant, aucune mesure supplémentaire n'a été prise lorsqu'Israël n'a pas répondu à ces demandes.

De même, une lettre opportune du Premier ministre Gordon Brown et du Président Nicolas Sarkozy au Premier ministre Benjamin Netanyahu en octobre 2009 soulignant la nécessité de l'accès humanitaire ne s'est pas traduite par une amélioration significative, et n'a été suivie d'aucune action.⁷⁴ Le Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères britannique David Miliband estime que le Royaume Uni n'a pas de « Gaza-last policy ». ⁷⁵ Pourtant, il y a un manque de nouvelles initiatives similaires à la Conférence des donateurs de Londres de mai 2009 en présence des représentants israéliens et palestiniens, qui avait été utilisée par les gouvernements britannique et norvégien comme une occasion d'aborder et de lutter contre le blocus.⁷⁶

Très peu de hauts responsables ou de diplomates se sont rendus à Gaza pour évaluer la situation et mieux comprendre l'impact du blocus. Cela est particulièrement regrettable étant donné que la plupart des Gazaouis ne peuvent pas quitter la bande de Gaza pour rencontrer d'autres personnes. Si de nombreux Ministres des Affaires étrangères de l'UE se sont rendus en Israël et dans le Territoire palestinien occupé depuis l'opération Plomb durci, le seul ministre des Affaires étrangères des 27 qui a visité Gaza lors de cette période est le Suédois Carl Bildt. Le Haut représentant de l'UE Javier Solana et le Commissaire au Développement Louis Michel ont également visité Gaza lorsqu'ils étaient en poste.⁷⁷ Les ministres français et irlandais des Affaires étrangères ont essayé de le faire mais se sont vu refuser l'entrée à Gaza par Israël. L'Envoyé spécial du Quartet pour le Proche-Orient Tony Blair, ne s'est rendu à Gaza pour la première fois qu'en mars, 2009, deux ans après sa prise de fonction.

De fait, le Quartet pour le Proche Orient a contribué à isoler la bande de Gaza par sa politique de non-engagement avec les autorités du Hamas, maintenue même lorsque l'éphémère gouvernement d'unité nationale palestinien a vu le jour en mars 2007. Depuis la chute de ce gouvernement et la victoire du Hamas en juin 2007, ni l'UE, ni le Quartet, n'ont déclaré leur appui à un éventuel nouveau gouvernement d'unité nationale. Et les efforts de réconciliation palestinienne ont été à maintes reprises démentis. Alors qu'il isolait de façon très stricte le Hamas, le Quartet a exercé peu de pression sur Israël pour qu'il change sa politique envers Gaza.

Plans et initiatives diplomatiques

La communauté internationale semble avoir accepté le blocus en cherchant à peine plus que de petites concessions. Le peu d'initiatives diplomatiques a été axé sur l'obtention d'une quantité limitée de matériaux vers la bande de Gaza ou la création de mécanismes permettant l'autorisation de quantités très limitées et acceptables pour le gouvernement israélien.

La France a, par exemple, travaillé au plus haut niveau pour obtenir les garanties israéliennes que les équipements médicaux qu'elle finance pour la réhabilitation de l'hôpital Al-Quds à Gaza soient autorisés à entrer, mais il reste à savoir si et quand cela sera effectivement le cas. Les Pays-Bas ont déployé beaucoup d'efforts politiques pour obtenir les autorisations israéliennes relatives à des exportations exceptionnelles de fleurs pour le marché néerlandais. Selon un récent rapport datant de mai, ils auraient obtenu la promesse d'une augmentation importante des exportations de fleurs dans les mois à venir. Il reste cependant à voir si cette promesse se concrétisera dans la pratique.⁷⁸ Tony Blair a aidé dans la négociation d'une autorisation d'entrée de plusieurs camions de matériaux de construction pour un projet de la Banque mondiale consistant à réparer une installation de traitement des eaux usées.

En mai 2009, l'ONU a élaboré un plan spécifique pour la livraison de matériaux de construction pour un certain nombre de projets onusiens bloqués relatifs au logement, à la santé et à l'éducation, d'une valeur de 77 millions de Dollars. Le plan, lancé par le Coordinateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Proche-Orient Robert Serry, vise à garantir la seule entrée d'articles pour des finalités déterminées et à fournir des garanties de sécurité à Israël en échange de l'entrée des matériaux de construction à Gaza. Le plan a obtenu le soutien de l'Autorité palestinienne et de la communauté internationale, y compris l'UE et les Etats-Unis. Les négociations entre l'ONU et Israël se sont finalement concentrées sur une poignée de « projets pilotes » individuels plutôt que sur l'ensemble des projets. Malgré tout cela, après des mois de négociations qu'Israël a faites traîner en longueur, presque aucune autorisation n'a été délivrée en vertu de ce plan. A la fin du mois de novembre, l'ONU a informé le Conseil de sécurité qu'elle "n'avait pas encore reçue de réponse satisfaisante du gouvernement israélien sur la proposition", et a déclaré qu'il "était tout à fait inacceptable qu'aucun progrès significatif n'ait été fait en vue de commencer les activités onusiennes de construction des infrastructures civiles essentielles pour le bien-être et la récupération de la population, dont la moitié sont des enfants, touchée par la guerre et le blocus, ".⁷⁹ L'ONU est également en pleine négociation d'urgence avec le gouvernement israélien en vue d'obtenir « le strict minimum nécessaire pour couvrir les principaux besoins humanitaires prioritaires à l'approche de l'hiver »⁸⁰. Avec l'arrivée de l'hiver, il n'y a toujours pas de réponse positive.

Bien que tous ces efforts soient louables, ils sont malheureusement inadéquats en l'absence d'une pression politique de haut niveau pour mettre totalement fin au blocus. L'échec de la communauté internationale à entreprendre les efforts suffisants pour mettre un terme au blocus est un signe d'un échec plus vaste consistant à ce que toutes les parties responsables de violations du Droit international humanitaire rendent effectivement des comptes.

Il est prouvé que, dans de nombreux cas, la destruction de Gaza par les militaires israéliens est contraire au droit international humanitaire, comme l'indique le rapport de la mission d'enquête de l'ONU sur le conflit à Gaza (rapport Goldstone) ainsi que les rapports de plusieurs organisations internationales, israéliennes et palestiniennes de défense des droits de l'homme. Ces rapports font également état d'infractions commises par les groupes armés palestiniens de Gaza. Chaque partie doit étudier ces allégations de manière approfondie et indépendante, afin de demander des comptes aux responsables. Cette démarche n'a cependant pas abouti.

« Malheureusement, la communauté internationale ignore trop souvent les appels à l'aide et les citoyens de Gaza sont plus traités comme des animaux que comme des êtres humains », a-t-il déclaré. « Jamais dans l'Histoire une aussi grande communauté n'a été brutalement dévastée par des bombes et des missiles, puis privée des moyens de s'en remettre. La responsabilité de ce terrible crime contre les droits de l'homme revient à Jérusalem, au Caire, à Washington et à l'ensemble de la communauté internationale. »⁸⁹

Jimmy Carter, ancien Président américain
(juin 2009)

« Mon message à la communauté internationale est que notre silence et notre complicité, en particulier sur la situation à Gaza, est une honte pour nous tous. »⁹⁰

Archevêque Desmond Tutu, Afrique du Sud
(mai 2008)

« Le fossé qui existe entre les paroles et les actes laisse de nombreux Palestiniens perplexes. Il en résulte un isolement cruel par rapport à la communauté internationale, alimenté par l'inertie du système international. »⁹¹

Karen Abu Zayd, Commissaire générale de l'UNRWA
(décembre 2008)

« Leur civilisation a été entièrement détruite. Je n'exagère pas », a-t-elle déclaré. « Il est presque incroyable que le monde ne s'inquiète pas de ce qui se produit ici. »⁹²

Mary Robinson, ancienne Présidente irlandaise et ancien Haut-commissaire des Nations Unies pour les droits de l'homme
(janvier 2009)

6) UN APPEL À L'ACTION

Comme dans le reste du présent rapport, l'objet des recommandations ci-dessous est relatif aux actions que devraient entreprendre la communauté internationale afin de passer des paroles aux actions concrètes afin de mettre un terme au blocus de Gaza et ainsi permettre l'entrée des matériaux de réhabilitation et de reconstruction qui manquent désespérément et pour lesquels les donateurs internationaux ont promis des fonds et leur aide. Sans cela, la population continuera d'endurer des souffrances qu'on peut tout à fait éviter, et les progrès vers la paix seraient considérablement compromis.

Sans oublier pour autant que la responsabilité première incombe à Israël, qui doit respecter ses obligations internationales en tant que puissance occupante et inverser sa politique de peine collective par la levée du blocus et l'ouverture de tous les points de passage. Israël doit en outre cesser les incursions illégales et les attaques à l'intérieur de Gaza. L'Égypte doit également ouvrir le passage de Rafa vers Gaza.

Le Hamas et les autres groupes armés palestiniens doivent maintenir leur cessation des violences de facto et mettre fin aux violences et aux tirs de roquettes indiscriminés depuis Gaza vers Israël.

Toutes les factions palestiniennes doivent intensifier leur dialogue de réconciliation afin d'ouvrir la voie à un gouvernement palestinien réunifié qui soit en mesure de satisfaire les besoins de la population civile. L'Autorité palestinienne et le Hamas doivent faire tout leur possible pour soutenir et faciliter l'accès à Gaza dans les limites fixées par le blocus.

Toutes ces étapes sont essentielles. Aucune ne doit être subordonnée à un quelconque premier pas de la part d'une des parties. Palestiniens et Israéliens ont trop longtemps souffert de l'échec des dirigeants de tous bords pour briser le cycle de la peur et de la méfiance. C'est pourquoi il échoit notamment à la communauté internationale d'obtenir des progrès. Les recommandations ci-dessous sont le minimum qu'on puisse attendre de la communauté internationale aujourd'hui :

Recommandations à la communauté internationale

l'Union européenne

- L'UE doit se fixer explicitement le but de mettre fin au blocus de Gaza en prenant une position ferme et unifiée et en se positionnant comme nouveau chef de file international sur ce dossier.
- L'UE et ses Etats Membres devraient saisir chaque occasion avec Israël pour lancer des appels publics clairs et fermes exigeant la fin totale et inconditionnelle du blocus de Gaza.

- Les chefs d'Etats, les Ministres des Affaires étrangères et du développement et le nouveau Haut représentant de l'UE pour les Affaires étrangères et la politique de sécurité devraient se rendre à Gaza afin de mieux comprendre l'impact du blocus sur la population de Gaza. Une visite à Gaza doit faire partie du programme de chaque haut représentant européen en visite en Israël et dans les Territoires palestiniens occupés
- L'UE devrait confirmer publiquement que le renforcement des relations avec Israël est gelé, en attendant de progrès tangibles relatifs au respect par Israël des Droits de l'Homme et du Droit international humanitaire, y compris en ce qui concerne le blocus de Gaza.

Le Quartet pour le Proche-Orient (UE, Russie, ONU et Etats Unis)

Les membres du Quartet devraient:

- Entreprendre de plus grands efforts permettant la fin rapide du blocus, y compris en établissant un calendrier précis et des indicateurs pour y parvenir.
- Abandonner la politique du non-engagement qui a échoué et entamer un dialogue avec toutes les parties palestiniennes.
- Encourager la réconciliation intra-palestinienne et reconnaître toute autorité nationale représentative qui serait issue d'un tel processus de réconciliation
- Apporter un soutien urgent et de haut niveau en faveur d'un accord et d'une mise en oeuvre rapides du plan présenté par le Coordonateur Spécial des Nations Unies pour le Processus de paix au Proche Orient, Robert Serry, afin d'apporter un ensemble de projets de reconstruction hautement prioritaires, dans le cadre d'une levée complète du blocus.

La communauté internationale

- le Conseil de sécurité des Nations Unies devrait se réunir pour examiner l'application de la Résolution 1860 et envisager les mesures nécessaires pour assurer l'ouverture complète et durable des points de passage.
- La communauté internationale devrait faire pression sur Israël pour assurer une indemnisation pour les dommages causés lors de l'opération Plomb durci et d'autres actions militaires israéliennes. Les donateurs devraient également demander la réparation des dommages causés aux projets qu'ils financent à Gaza.
- La communauté internationale devrait soutenir des enquêtes et une justice effective concernant les violations des Droits de l'Homme et du droit international humanitaire tant par Israël que les groupes armés palestiniens, afin de prévenir d'autres violences et destructions à l'avenir, ainsi que pour traiter l'illégalité du blocus au regard du droit international.
- La communauté internationale devrait appuyer la convocation d'une conférence substantielle des Signataires de la Quatrième Convention de Genève en vue du respect de la Convention dans les Territoires palestiniens occupés, y compris en ce qui concerne le blocus.

RÉFÉRENCES

- 1) World Bank, Palestinian Economic Prospects: Gaza Recovery and West Bank Revival, 8 June 2009, p.37, <http://siteresources.worldbank.org/INTWESTBANKGAZA/Resources/AHLCJune09Reportfinal.pdf>.
- 2) CAFOD et al., The Gaza Strip: A Humanitarian Implosion, March 2008, p.4, http://www.oxfam.org.uk/resources/policy/conflict_disasters/downloads/gaza_implosion.pdf.
- 3) CAFOD et al., The Middle East Quartet: A Progress Report, September 2008, p.17, <http://www.oxfam.org/sites/www.oxfam.org/files/middle-east-quartet-progress-report-25-sept08.pdf>.
- 4) Palestine Trade Centre, Special Report: Gaza Strip Two Years Through Siege, July 2009, p.5, <http://www.paltrade.org/cms/images/enpublications/Special%20Report%20-%20Gaza%202%20years%20thru%20siege.pdf>
- 5) United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs Occupied Palestinian Territory (UN OCHA OPT), Locked In: The Humanitarian Impact of Two Years of Blockade on the Gaza Strip, August 2009, p.5, http://www.ochaopt.org/documents/Ocha_opt_Gaza_impact_of_two_years_of_blockade_August_2009_english.pdf.
- 6) Ibid.
- 7) Palestine Trade Centre, Special Report: Gaza Strip Two Years Through Siege, July 2009, <http://www.paltrade.org/cms/images/enpublications/Special%20Report%20-%20Gaza%202%20years%20thru%20siege.pdf>.
- 8) Gisha and Physicians for Human Rights, Rafah Crossing: Who Holds The Keys? March 2009, p.7, http://www.clink.co.il/gisha/Rafah_Report_Eng.pdf.
- 9) Palestine Trade Centre, Special Report: Gaza Strip Two Years Through Siege, July 2009, p.3, <http://www.paltrade.org/cms/images/enpublications/Special%20Report%20-%20Gaza%202%20years%20thru%20siege.pdf>.
- 10) Ibid.
- 11) Haaretz, Gaza Bonanza, 15 June 2009, <http://www.haaretz.com/hasen/spages/1092196.html>.
- 12) UN OCHA OPT, Access For The Provision of Humanitarian Assistance to Gaza: An Overview of Obstacles to Delivering Principled Humanitarian Assistance, September 2009, p.2 (Internal report obtained by The Guardian, 18 September 2009, <http://www.guardian.co.uk/world/2009/sep/18/israel-gaza-blockade-reconstruction>).
- 13) Palestine Trade Centre, Special Report: Gaza Strip Two Years Through Siege, July 2009, p.7, <http://www.paltrade.org/cms/images/enpublications/Special%20Report%20-%20Gaza%202%20years%20thru%20siege.pdf>.
- 14) UN OCHA OPT, Locked In: The Humanitarian Impact of Two Years of Blockade on the Gaza Strip, August 2009, p.14, [http://www.reliefweb.int/rw/RWFiles2009.nsf/FilesByRWDocUnidFilename/NSPR-7UWGWL-full_report.pdf/\\$File/full_report.pdf](http://www.reliefweb.int/rw/RWFiles2009.nsf/FilesByRWDocUnidFilename/NSPR-7UWGWL-full_report.pdf/$File/full_report.pdf).
- 15) Données disponibles sur le site Internet de l'UN OCHA OPT. Entrée de chargements dans la bande de Gaza, à chaque point de passage. Pour plus de détails, consultez la page suivante : <http://www.ochaopt.org/gc/> (en anglais).
- 16) Ibid.
- 17) Reuters, Blockade Thwarts Any Postwar Building Boom in Gaza, 29 January 2009, <http://uk.reuters.com/article/idUKB231485>.
- 18) Radio Netherlands Worldwide, Israel opens Gaza Strip Border Temporarily, 29 July 2009, <http://www.rnw.nl/english/article/israel-opens-gaza-strip-border-temporarily>.
- 19) UN Human Rights Council, Human Rights in Palestine and Other Occupied Arab Territories: Report of the United Nations Fact Finding Mission on the Gaza Conflict, A/HRC/12/48, 15 September 2009, p.262, <http://www2.ohchr.org/english/bodies/hrcouncil/docs/12session/A-HRC-12-48.pdf>.
- 20) Communication personnelle, Oxfam, Décembre 2009.
- 21) UN OCHA OPT, Access For The Provision of Humanitarian Assistance to Gaza: An Overview of Obstacles to Delivering Principled Humanitarian Assistance, September 2009, p.2 (Internal report obtained The Guardian, 18 September 2009, <http://www.guardian.co.uk/world/2009/sep/18/israel-gaza-blockade-reconstruction>).
- 22) UN OCHA OPT, Humanitarian Monitor, October 2009, <http://unispal.un.org/UNISPAL.NSF/0/A2EF42726E81202485257672006591C0>.
- 23) Chiffres de l'UN OCHA OPT, novembre 2009. Chiffres établis en croisant plusieurs listes des personnes décédées et confirmés par au moins deux sources indépendantes (en excluant les personnes tuées dans les combats entre factions).
- 24) Le premier chiffre est de: from:EUNIDA, Final Report: Damage Assessment and Needs Identification in the Gaza Strip, produced for the European Commission, March 2009, p.XII. Le second vient du Gaza Early Recovery and Reconstruction Plan, produced by the PA with the World Bank, EC, civil society and UN agencies in March 2009. Les estimations varient en fonction des différentes méthodes pour plusieurs secteurs (See p.XII of EUNIDA report).
- 25) EUNIDA, Final Report: Damage Assessment and Needs Identification in the Gaza Strip, produced for the European Commission, March 2009, p.XV.
- 26) Ibid., p.15.
- 27) Ibid., p.15.
- 28) Ibid., p.XV.
- 29) UN OCHA OPT, Locked in: The Humanitarian Impact of Two Years of Blockaded on the Gaza Strip, August 2009, p.14, http://www.ochaopt.org/documents/Ocha_opt_Gaza_impact_of_two_years_of_blockade_August_2009_english.pdf.
- 30) UN OCHA OPT, Access For the Provision of Humanitarian Assistance to Gaza, September 2009, p.5, (Internal report obtained by The Guardian, 18 September 2009, <http://www.guardian.co.uk/world/2009/sep/18/israel-gaza-blockade-reconstruction>).
- 31) Private Sector Coordination Council Gaza Governorates, Gaza Private Sector: Post-War Status and Needs: Preliminary Assessment Report, 25 February 2009, p.2, <http://www.met.gov.ps/MneModules/epapers/PostWarStatusNeed.pdf>.
- 32) World Bank, Palestinian Economic Prospects: Aid, Access and Reform: Economic Monitoring Report To The Ad Hoc Liaison Committee, 22 September 2008, <http://unispal.un.org/UNISPAL.NSF/0/8A3380F92D9835A4852574C70048895F>.
- 33) UN OCHA OPT, Access For the Provision of Humanitarian Assistance to Gaza, September 2009, p.1 (Internal report obtained by The Guardian, 18 September 2009), <http://www.guardian.co.uk/world/2009/sep/18/israel-gaza-blockade-reconstruction>).
- 34) UN OCHA OPT, Locked in: The Humanitarian Impact of Two Years of Blockaded on the Gaza Strip, August 2009, p. 16, http://www.ochaopt.org/documents/Ocha_opt_Gaza_impact_of_two_years_of_blockade_August_2009_english.pdf.
- 35) Selon le Palestinian Central Bureau of Statistics (PCBS) quoted in *ibid.*, p.3, [http://www.reliefweb.int/rw/RWFiles2009.nsf/FilesByRWDocUnidFilename/NSPR-7UWGWL-full_report.pdf/\\$File/full_report.pdf](http://www.reliefweb.int/rw/RWFiles2009.nsf/FilesByRWDocUnidFilename/NSPR-7UWGWL-full_report.pdf/$File/full_report.pdf).
- 36) UN OCHA OPT, Access For The Provision of Humanitarian Assistance to Gaza: An Overview of Obstacles to Delivering Principled Humanitarian Assistance, September 2009, p. 3 (Internal report obtained by The Guardian, 18 September 2009, <http://www.guardian.co.uk/world/2009/sep/18/israel-gaza-blockade-reconstruction>).
- 37) UN OCHA OPT, Locked in: The Humanitarian Impact of Two Years of Blockaded on the Gaza Strip, August 2009, p.5, http://www.ochaopt.org/documents/Ocha_opt_Gaza_impact_of_two_years_of_blockade_August_2009_english.pdf.
- 38) EUNIDA, Final Report: Damage Assessment and Needs Identification in the Gaza Strip, produced for the European Commission, March 2009, p.35, http://ec.europa.eu/europeaid/where/neighbourhood/cooperation/occupied_palestinian_territory/tim/documents/final_report_version6_t1.pdf.
- 39) Ibid.
- 40) United Nations Environment Programme, Environmental Assessment of the Gaza Strip Following the Escalation of Hostilities in December 2008 – January 2009, September 2009, p.32, [http://www.reliefweb.int/rw/RWFiles2009.nsf/FilesByRWDocUnidFilename/JBRN-7VVHL4-full_report.pdf/\\$File/full_report.pdf](http://www.reliefweb.int/rw/RWFiles2009.nsf/FilesByRWDocUnidFilename/JBRN-7VVHL4-full_report.pdf/$File/full_report.pdf).
- 41) Oxfam International Blogs, Gazan farmers unable to work their land in the 'buffer zone', 24 November 2009, <http://blogs.oxfam.org/en/blog/09-11-24-gazan-farmers-unable-work-their-land-buffer-zone>.
- 42) EUNIDA, Final Report: Damage Assessment and Needs Identification in the Gaza Strip, produced for the European Commission, March 2009, p. XV, http://ec.europa.eu/europeaid/where/neighbourhood/cooperation/occupied_palestinian_territory/tim/documents/final_report_version6_t1.pdf.
- 43) Gisha, Red Lines Crossed: Destruction of Gaza's Infrastructure, August 2009, pp.18-9, http://www.gisha.org/UserFiles/File/publications/_Infrastructures_Report_Aug09_Eng.pdf.
- 44) UN OCHA OPT, Locked in: The Humanitarian Impact of Two Years of Blockaded on the Gaza Strip, August 2009, p.17, http://www.ochaopt.org/documents/Ocha_opt_Gaza_impact_of_two_years_of_blockade_August_2009_english.pdf.
- 45) Ibid.

- 46) Gisha, Red Lines Crossed: Destruction of Gaza's Infrastructure, August 2009, p.12, http://www.gisha.org/UserFiles/File/publications_/Infrastructures_Report_Aug09_Eng.pdf.
- 47) Ibid., p.22.
- 48) EWASH, The Impact Of The Blockade On Water And Sanitation In Gaza, September 2009, [http://www.reliefweb.int/rw/RWFiles2009.nsf/FilesByRWDocUnidFilename/SNAA-7XF8FL-full_report.pdf/\\$File/full_report.pdf](http://www.reliefweb.int/rw/RWFiles2009.nsf/FilesByRWDocUnidFilename/SNAA-7XF8FL-full_report.pdf/$File/full_report.pdf)
- 49) Ibid.
- 50) EWASH, Water Quality In The Gaza Strip, EWASH Advocacy Taskforce Factsheet 3, 2009.
- 51) World Health Organization / Health Cluster. Gaza Strip Initial Health Needs Assessment, 16 February 2009, pp.12, 18.
- 52) UN OCHA OPT, Locked In: The Humanitarian Impact of Two Years of Blockade on the Gaza Strip, August 2009, p.20, http://www.ochaopt.org/documents/Ocha_opt_Gaza_impact_of_two_years_of_blockade_August_2009_english.pdf.
- 53) The report is based on WHO statistics and PHR-I's work with 720 Gaza patients and their families. Physicians for Human Rights Israel, Update: Patients leaving Gaza for treatment, January-August 2009, October 2009
- 54) Palestinian Centre for Human Rights, 10 Patients die and health conditions of hundreds deteriorate as Gaza's external medical crisis continues; PCHR hold Minister of Health in Ramallah accountable and calls on Palestinian President to Intervene, Press Release, 19 April 2009, <http://www.pchrgaza.org/files/PressR/English/2008/51-2009.html>.
- 55) Data from aid agencies' programmatic reporting.
- 56) Oxfam, Briefing Paper, Rebuilding Gaza: Putting People before Politics, June 2009, p.5 http://www.oxfam.org.uk/resources/policy/conflict_disasters/bn-rebuilding-gaza.html
- 57) UN OCHA OPT, Locked In: The Humanitarian Impact of Two Years of Blockade on the Gaza Strip, August 2009, p.23, http://www.ochaopt.org/documents/Ocha_opt_Gaza_impact_of_two_years_of_blockade_August_2009_english.pdf
- 58) UN Humanitarian Coordinator and AIDA, Gaza Blockade: Children and Education Fact Sheet, 28 July 2009, <http://www.reliefweb.int/rw/rwb.nsf/db900sid/LSGZ-7UDDVG?OpenDocument>
- 59) Ibid.
- 60) Ibid.
- 61) Israel Ministry of Foreign Affairs, Security Cabinet declares Gaza hostile territory, 19 September 2007, <http://www.mfa.gov.il/MFA/Government/Communiques/2007/Security+Cabinet+declares+Gaza+hostile+territory+19-Sep-2007.htm>
- 62) Y Net, 19 September 2008, <http://www.ynet.co.il/articles/1,7340,L-3451070,00.html>
- 63) New York Times, Gaza Truce May Be Revived By Necessity, 19 December 2008 http://www.nytimes.com/2008/12/20/world/middleeast/20mideast.html?_r=1&scp=2&sq=Ethan%20Bronner%20December%202008%20gaza&st=cse#
- 64) Address by PM Olmert, Conference of Presidents of Major American Jewish Organizations, 15 February 2009, <http://www.pmo.gov.il/PMOEng/Archive/Speeches/2009/02/speechpre150209.htm>
- 65) Article 33 of the Fourth Geneva Convention. See also Gisha, Gaza Closure Defined: Collective Punishment, December 2008, http://www.gisha.org/UserFiles/File/publications_english/Publications%20and%20Reports_English/Gaza%20Closure%20Defined%20Eng%281%29.pdf
- 66) World Bank, Palestinian Economic Prospects: Gaza Recovery and West Bank Revival, 8 June 2009, p.37, <http://siteresources.worldbank.org/INTWESTBANKGAZA/Resources/AHLCJune09Reportfinal.pdf>.
- 67) EUNIDA, Final Report: Damage Assessment and Needs Identification in the Gaza Strip, produced for the European Commission, March 2009, p.57, http://ec.europa.eu/europeaid/where/neighbourhood/country-cooperation/occupied_palestinian_territory/tim/documents/final_report_version6_t1.pdf
- 68) EU Council conclusions on the Middle East Peace Process, 8 December 2009, <http://domino.un.org/unispal.nsf/0/ec5fa6e2821e510d85257686005072e0?OpenDocument>.
- 69) EU Presidency Statement of 2 March 2008, http://www.eu-un.europa.eu/articles/fr/article_7748_fr.htm and Declaration by the Presidency of the Council of the European Union of 14 November 2008, http://www.eu2008.fr/PFUE/lang/en/accueil/PFUE-11_2008/PFUE-14.11.2008/PESC_Fermeture_Gaza.html. The European Parliament has also used the term collective punishment in its resolution of 15 January 2009 on the situation in the Gaza Strip: <http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//TEXT+TA+P6-TA-2009-0025+0+DOC+XML+V0/EN>.
- 70) Council conclusions on the Middle East Peace Process, 8 December 2009, <http://domino.un.org/unispal.nsf/0/ec5fa6e2821e510d85257686005072e0?OpenDocument> and Haaretz, Haaretz Exclusive: EU draft document on division of Jerusalem, 2 December 2009, <http://www.haaretz.com/hasen/spages/1131988.html>.
- 71) Press conference with Benjamin Netanyahu, 26 August 2009, <http://www.number10.gov.uk/Page20427>; Bundesregierung Deutschland, Pressestatements von Bundeskanzlerin Angela Merkel und dem Premierminister des Staates Israel, Benjamin Netanyahu, 27 August 2009, <http://www.bundesregierung.de/Content/DE/Mitschrift/Pressekonferenzen/2009/08/2009-08-27-pk-israelischer-pm.html>
- 72) This includes, for example, an EU-Israel agreement on the liberalisation of agricultural trade signed on 4 November 2009, and an agreement that will boost trade in pharmaceuticals, which is currently in the final stages of adoption. http://www.mfa.gov.il/MFA/About+the+Ministry/MFA+Spokesman/2009/Press+releases/Israel_and_European_Union_sign_agricultural_agreement_4-Nov-2009
- 73) Interview with Mr Sarkozy, Al Qabas, 11 February 2009, <http://www.ambafrance-uk.org/President-Sarkozy-s-interview-in,14463.html>.
- 74) The Press and Journal, Brown moves to ease Israeli anger, 17 October 2009, <http://www.pressandjournal.co.uk/Article.aspx/1443965?UserKey=>
- 75) "I made a point of saying that the UK believed that we could not pursue a Gaza-last policy", from a debate in House of Commons, 30 June 2009,
- 76) Haaretz, Israel braces for criticism of Gaza policies from donor nations, 29 April 2008, <http://www.haaretz.com/hasen/pages/ShArt.jhtml?itemNo=978735&contrastID=2&subContrastID=1>
- 77) The other senior Member States representatives who have visited Gaza since Operation Cast Lead are the British and Dutch development ministers.
- 78) The Portland Trust, Palestinian Economic Bulletin, December 2009, <http://www.portlandtrust.org/Bulletin-Issue%2039-December%202009.pdf>.
- 79) Briefing to the UN Security Council on the situation in the Middle East, including the question of Palestine, 24 November 2009, <http://www.unsco.org/Documents/Statements/MSCB/2008/SCB%2024%20NOV%2009%20FINAL.pdf>
- 80) Ibid.
- 81) Palestinian Central Bureau of Statistics (PCBS), On the Occasion of "International Day of the Child" Half of the Palestinian society are children below the age of 18 years, Press Release, 20 November 2009, http://www.pcbs.gov.ps/Portals/_pcbs/PressRelease/child_int_day_E.pdf; PCBS, On the Eve of International Population Day 11/7/2009, http://www.pcbs.gov.ps/Portals/_pcbs/PressRelease/population_dE.pdf
- 82) PCBS, On the Occasion of "International Day of the Child" Half of the Palestinian society are children below the age of 18 years, 20 November 2009, http://www.pcbs.gov.ps/Portals/_pcbs/PressRelease/child_int_day_E.pdf.
- 83) UN Humanitarian Coordinator and AIDA, Gaza Blockade: Children and Education Fact Sheet, 28 July 2009, <http://www.reliefweb.int/rw/rwb.nsf/db900sid/LSGZ-7UDDVG?OpenDocument>
- 84) Ibid.
- 85) Ibid.
- 86) Ibid.
- 87) UN OCHA OPT, Humanitarian Monitor, October 2009, p.13, http://www.ochaopt.org/documents/ocha_opt_humanitarian_monitor_monthly_report_2009_10_18_english.pdf.
- 88) Ibid.
- 89) The Huffington Post, President Carter and Citizen Activists Witness Deliberate Destruction in Gaza, 18 juin 2008, http://www.huffingtonpost.com/ann-wright/president-carter-and-citi_b_217252.html (en anglais)
- 90) BBC News, Tutu: Gaza blockade abomination, 29 May 2008, http://news.bbc.co.uk/1/hi/world/middle_east/7425082.stm.
- 91) The Guardian, Karen AbuZayd, Action, not words, 5 December 2008, <http://www.guardian.co.uk/commentisfree/2008/dec/05/israel-gaza-human-rights>.
- 92) BBC News, Gaza residents 'terribly trapped', 4 November 2008, http://news.bbc.co.uk/1/hi/world/middle_east/7708670.stm.
- 93) Blog d'information d'Oxfam GB, Gaza: 50 Years of Hard Work Destroyed, 22 janvier 2009, <http://www.oxfam.org.uk/applications/blogs/presseoffice/?p=3368&campaigns> (en anglais)



Ce rapport est publié par:

Amnesty International France
Broederlijk Delen (Belgique)
CAFOD (Royaume-Uni)
CCFD Terre Solidaire (France)
Christian Aid (Royaume Uni et Irlande)
Church of Sweden (Suède)
Diakonia (Suède)
Finn Church Aid (Finlande)
Medical Aid for Palestinians
medico International (Allemagne)
medico international schweiz (Suisse)
Mercy Corps
MS ActionAid Danemark
Oxfam International
Trocaire (Irlande)
United Civilians for Peace (une coalition
d'organisations néerlandaises - Oxfam
Novib, Cordaid, ICCO, et IKV Pax Christi)